

la carte blanche

Gérard DelruelleAncien président de Cockerill-Sambre,
ancien député libéral

La grève boomerang

La grève du 6 novembre ne se justifiait pas politiquement : incarnation de l'alternance politique, le gouvernement Michel a toute sa légitimité. Cette alternance, la formation d'Elio Di Rupo pourrait d'ailleurs très bien en profiter aux prochaines élections... à condition de ne plus encourager de tels mouvements.

Clemenceau donnait une définition féroce d'un escalier de ministère : « *C'est l'endroit où des gens qui arrivent en retard croisent des gens qui partent en avance.* » Loin de moi l'idée que la majorité des fonctionnaires soit décrite dans cette boutade car ils sont très nombreux à faire consciencieusement un travail sérieux et efficace. Mais j'ai le sentiment que ceux qui y répondent étaient en grève le 6 novembre...

Pour la première fois en Belgique, en tout cas depuis longtemps, les personnes défavorables à une grève étaient en nombre égal ou supérieur au nombre de grévistes. La grève purement politique, c'est-à-dire non contre une mesure forte contestée, mais contre la politique d'ensemble d'un gouvernement, voire contre son existence même alors qu'il est démocratiquement investi par un parlement démocratiquement élu, est-elle compatible avec l'esprit d'un Etat de droit ?

Cette question n'est pas nouvelle et ma réponse personnelle est toujours la même, quels que soient les protagonistes : NON. Le gouvernement de Charles Michel fait effectuer à notre pays un tournant important : l'instauration d'une alternance politique qui remplace les éternels gouvernements de coalition aux politiques illisibles. Nos hommes, et nos femmes politiques (!), ne sont pas habitués à

cette pratique qui a le mérite de la clarté et permet à l'électeur de voir qui a promis quoi et qui a fait quoi.

Ceux qui restent vingt ans d'affilée ministres ne peuvent, quelles que soient leurs qualités, que finir par se scléroser, car sans renouvellement des personnes, il n'y a pas renouvellement des idées. Il faut savoir gré à Monsieur Lutgen d'avoir provoqué cette heureuse évolution. Le soir où, tout fier de son coup

qui croyait interdire un gouvernement MR-N-VA en scotchant le CDH au PS, il était tout guilleret. Et il m'a fait penser au cocu qui est le seul à ne pas savoir qu'il l'est...

Les conséquences de l'alternance vont forcément créer une bipolarisation de la vie politique. Les élus CDH dont les électeurs ne se reconnaissent pas dans les idées socialistes vont devoir choisir entre rejoindre le MR ou être battus aux prochaines élections. Le FDF, dont j'ai été si proche lors de la mutation de la Belgique en Etat fédéral, a fait son temps. Comme le Rassemblement wallon en 1979 qui a vu ses chefs les plus lucides, Jean Gol et François Perrin, constater que le combat wallon avait été suffisamment gagné pour qu'ils rejoignent une formation à vocation gouvernementale.

L'alternance est en marche

Quelle bataille idéologique le FDF peut-il encore espérer ga-

agner ? La sixième réforme de l'Etat, réussie à force d'obstination, d'intelligence et de patience par Elio Di Rupo, va mettre des années pour être correctement appliquée. Et pas seulement au bénéfice des Flamands, mais beaucoup au bénéfice des Wallons et des Bruxellois. On peut regretter que les limites de Bruxelles soient ce quelles sont. Mais pour longtemps, très longtemps, on n'y touchera plus. Car les Flamands savent, et c'est la raison du repli de Monsieur De Wever sur le volet économique et social de son parti, que s'ils veulent l'indépendance, ils doivent accepter de perdre toute influence à Bruxelles. C'était vrai il y a trente-cinq ans, c'est toujours vrai aujourd'hui, et le restera longtemps.

Reste au FDF la possibilité de surfer sur les excès parfois ridicules des lois linguistiques dans la périphérie bruxelloise. Mais que ceux qui songent à cela aillent au Québec : les lois linguistiques imposées par les francophones aux anglophones sont bien pires de précisions mesquines, d'impositions tatillonnes. Je ne veux pas faire de pronostic mais je crois que si Olivier Maingain s'obstine à vouloir combattre les moulins, il ira rejoindre Paul Henry Gendebien (1) dans les oubliettes de l'histoire.

Restent les écolos. Il faut souhaiter qu'une force écologiste

persiste car tout gouvernement a besoin d'un aiguillon en ce domaine. Certains croient à tort que l'écologie est une valeur « de gauche ». C'est au contraire un problème universel qui doit se traiter comme tel. Avec lucidité et sans en faire une nouvelle « religion » anti-progrès. Oui, contrairement au CDH et au FDF, la subsistance d'un parti écologiste conserve un sens évident.

L'alternance est en marche. Je pense qu'Elio Di Rupo doit clairement l'accepter, faire taire les agité(s) de son camp qui confondent la N-VA et le Vlaams Belang qui, lui, est un parti infréquentable. Certains membres

de la N-VA disent que la justice belge avait été trop sévère avec de jeunes Flamands au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Pour en avoir discuté avec Walter Ganshof van der Meersch qui fut le chef de l'auditorat militaire en 1944 chargé de diriger la justice à rendre envers les collaborateurs, pour en avoir longuement parlé avec André Leysen, alors patron d'Agfa-Gevaert qui, à l'âge de 15 ans, avait porté l'uniforme des jeunesses hitlériennes, pour avoir aussi échangé des arguments avec des leaders de la Volksunie (2), aussi estimables que Hugo Schiltz, je partage totalement leur opinion. Je le dis bien que je sois franco-

phone et que mon père ait été résistant depuis juin 1940.

Si Elio Di Rupo joue le jeu démocratique et pas celui de la rue, il verra probablement l'alternance jouer en sa faveur dans cinq ans. Mais si des journées aussi stupides que celle du 6 novembre se répètent et que le PS les encourage, parions qu'en 2019, le MR aura la majorité absolue à Bruxelles et sera le premier parti de Wallonie...

Vous avez dit boomerang ? ■

(1) Paul-Henry Gendebien était président du Rassemblement wallon en 1979.

(2) La Volksunie (VU) est un parti d'une longue tradition politique enracinée dans le nationalisme flamand démocratique. La N-VA lui succède en 2001.